



Onzième Congrès des Nations Unies
pour la prévention du crime et la justice pénale
18-25 avril 2005, Bangkok (Thaïlande)

DÉLINQUANCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE: DÉFIS POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Une série d'affaires très en vue survenues en Europe et en Amérique du Nord au cours des dix dernières années permettent de bien se rendre compte des dommages que peut faire la criminalité économique et financière, non seulement en portant gravement atteinte à la crédibilité des entreprises et des institutions, mais aussi en favorisant les faillites et les pertes d'emplois. Dans le monde développé, l'impact de tels crimes pourrait être plus facile à contenir en raison de la taille de leurs économies et de leur capacité de mettre en place des mécanismes de régulation appropriés. En revanche, dans le monde en développement, l'impact à long terme sur le développement durable et les coûts correspondants sont sensiblement plus élevés du fait de la faiblesse des structures réglementaires et des capacités plus limitées des gouvernements.

Définition et ampleur de la criminalité économique et financière

La "criminalité économique et financière" désigne de manière générale toute forme de criminalité non violente qui a pour conséquence une perte financière. Cette criminalité couvre une large gamme d'activités illégales, y compris la fraude, l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent. Il est en revanche plus difficile de définir la notion de "délict économique" et le concept en reste délicat à cerner précisément. La chose est en outre encore compliquée par les avancées rapides des technologies, qui offrent de nouveaux moyens de perpétrer des délits de cette nature.

Il est difficile de déterminer l'ampleur globale du phénomène, en partie en raison de l'absence d'un concept clair et admis d'un commun accord, du fait que les systèmes de recensement de la criminalité économique et financière diffèrent considérablement d'un pays à l'autre et que plusieurs affaires ne

sont pas signalées parce que les entreprises ou les établissements financiers choisissent de traiter les incidents en interne. Néanmoins, il est de plus en plus largement constaté que la criminalité économique et financière, le plus notamment la fraude, est au nombre des délits dont la croissance est la plus rapide.

L'impact des avancées technologiques

Les avancées considérables des technologies ont transformé les flux mondiaux d'informations et la manière de conduire les affaires. L'Internet et sa portée mondiale, la sophistication croissante du secteur bancaire et d'autres évolutions technologiques ont ouvert de nouvelles perspectives de nuire à certains groupes de criminalité organisée de pointe. L'utilisation frauduleuse de cartes de crédit ou de débit, par exemple, est devenue une entreprise d'échelle mondiale. La fraude à l'identité est un autre domaine criminel qui repose sur le détournement des données personnelles des individus et la contrefaçon de leur identité. Dans plusieurs types de délits économiques qui font usage des technologies avancées, la présence physique du contrevenant n'est pas nécessaire: cela signifie que ces crimes peuvent être commis dans des pays où le cadre juridique et l'infrastructure d'application de la loi pour y parer sont les plus faibles. Les chiffres suggèrent que la criminalité économique et financière a continué de croître rapidement, principalement sous l'effet des nouvelles technologies de l'information et de la montée des opérations bancaires par des voies électroniques, et de la banalisation de l'Internet et des outils connexes.

Blanchiment d'argent

Le blanchiment d'argent est une des formes les plus répandues de criminalité économique et financière. Les activités criminelles produisent des profits

illégaux importants qu'il faut blanchir de sorte qu'ils puissent être réinjectés dans le système financier légitime. Le blanchiment d'argent fournit aux criminels des liquidités et des capitaux à réinvestir. Comme c'est le cas pour tous les types de criminalité économique et financière, les pays qui ont la réglementation et les mesures de contrôle les plus faibles dans le secteur financier sont les plus vulnérables au blanchiment d'argent. Cela porte atteinte à l'intégrité de leurs établissements financiers, altère les marchés des capitaux et entrave l'investissement étranger direct.

L'impact sur le développement durable

Les activités frauduleuses évoquées ci-dessus prennent la place d'activités économiques légitimes et découragent l'investissement. Les crimes économiques et financiers constituent une menace grave à long terme pour le développement socio-économique pacifique et démocratique. Les marchés des capitaux ne peuvent pas s'épanouir dans les pays où des activités économiques et financières illégales sont socialement acceptées, parce qu'ils doivent avoir pour base des critères et des valeurs professionnels, juridiques et moraux élevés. Ne serait-ce que l'impression que des actes économiques et financiers illégaux sont commis peut produire des dommages économiques. La suspicion publique sape la légitimité du gouvernement. Il est donc crucial de parer efficacement à cette forme de criminalité dans la perspective du développement durable et du renforcement des capacités.

Prévenir et contrôler la criminalité économique et financière

Une action plus efficace de la part de la communauté et des institutions internationales est nécessaire afin de combattre la criminalité financière, en particulier le blanchiment d'argent. Le Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement a identifié la criminalité transnationale organisée comme représentant une menace critique pour la communauté mondiale et a recommandé qu'une Convention internationale globale sur le blanchiment d'argent soit négociée. Bien qu'aucun instrument international ne traite spécifiquement du problème de la criminalité économique et financière, la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et la Convention des Nations Unies contre la corruption comprennent des dispositions permettant d'établir une structure internationale pour répondre aux activités criminelles de ce type.

Une approche globale commune pour traiter de ce problème pourrait contribuer à renforcer encore les mécanismes internationaux d'application de la loi et de coopération. Cela supposerait de normaliser les définitions juridiques des délits économiques et financiers et de généraliser les compétences nécessaires pour l'investigation de ces actes dans les services judiciaires, en particulier dans les pays en développement. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime apporte d'ores et déjà une assistance technique pour aider les gouvernements à renforcer leurs capacités de lutte contre la criminalité économique et financière, et le blanchiment d'argent en particulier.

Pour plus d'informations, veuillez consulter les sites Internet suivants:

www.unodc.org et www.unis.vienna.org